

Nouvelle-Calédonie : l'ONU vérifie le niveau d'épuration ethnique des listes électorales

A l'approche de scrutins cruciaux pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie (élections provinciales de mai 2014 et référendum(s) d'autodétermination à partir de la même année), sur la demande du principal dirigeant du FLNKS, Rock Wamytan, président du Congrès grâce aux chamailleries des partis anti-indépendantistes, mais également grand chef de Saint-Louis, tribu perpétuellement en ébullition contre les forces de gendarmerie et les « salauds de Blancs », une mission de l'ONU est venue en visite du 9 au 15 mars sur le territoire français du Pacifique Sud.

L'enjeu est de taille.

Déjà plus de 20 000 personnes sont privées du droit de vote provincial parce que installées sur l'archipel néo-calédonien après le 8 novembre 1998. Le FLNKS sous le couvert mensonger [\[1\]](#) du respect des accords de Matignon et de Nouméa veut en faire radier presque 7000 autres. Théoriquement ces 7000 exclus potentiels ne le seraient pas pour les référendums dont le corps électoral est légèrement différent de celui des élections provinciales. Mais rien n'est moins certain.

La fine fleur du Comité de décolonisation

La mission ONU a amené en Nouvelle-Calédonie, la fine fleur du Comité de décolonisation ou C24 pour vérifier notre ADN.

Elle était conduite par Amadu Koroma, de la Sierra Léone, président du C24.

La Sierra Léone c'est ce petit pays africain du Golfe de Guinée qui depuis son indépendance en 1961 a presque toujours connu la guerre civile (200 000 morts et deux millions de déplacés). C'est un des trois pays les plus pauvres de la planète.

Il était accompagné de Robert Gabu Aïsa de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, pays incapable de protéger les Mélanésiens de l'Irian Jaya annexée par l'Indonésie et tellement inconsistant que l'Etat ne peut mettre fin à la guerre perpétuelle que se livrent les populations des hauts plateaux entre elles et contre les tribus côtières quand elles ne brûlent pas les albinos accusés d'être des sorciers.

Esala Nayasi était aussi du voyage. Lui fait partie du ministère fidjien des Affaires étrangères. Fidji, un archipel qui n'est pas qu'une publicité pour un parfum. Ou alors un parfum de dictature militaro-mélanésienne. Après la victoire d'un parti ayant à sa tête un Indien fidjien, les militaires ont pris le pouvoir au nom de la coutume mélanésienne et ont transformé en dhimmi la communauté indienne pourtant majoritaire. Depuis Fidji a été exclu du Commonwealth et les Indiens ont fui vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande ou se sont résignés à baisser la tête. Comme au Qatar ou à Dubaï, il faut un associé mélanésien pour ouvrir un commerce ou créer une société.

N'oublions pas dans le tableau, José Eduardo Proano de l'Equateur. Avec son drapeau presque aussi kannabisé que celui de Kanaky, ses révoltes de policiers, ses brutalités militaires, l'Equateur n'est pas encore un paradis.

Laura Vacari, Hermès Penaloza, experts en décolonisation, Juliette Ukabia, chargée de logistique (les tests ADN !) et Amadou Barka Ba, expert électoral, complètent joyeusement la mission.

Une des premières interventions de la fine équipe a été de

demander, lors de sa visite de l'université de Nouvelle-Calédonie, les statistiques ethniques des résultats scolaires des étudiants. Gênés, les responsables de l'université ont dû dire à ces messieurs-dames que ce genre d'outils n'était pas autorisé en France.

Ils semblaient un peu déçus. Mais M. Koroma s'est engagé « à soumettre un rapport sincère » au Comité de décolonisation.

Sincère ? Parce que, parfois, les rapports de l'ONU ne le sont pas ?

Les indignés de la 25^e heure

Devant cette véritable épuration ethnique des listes électorales [\[2\]](#) et l'intervention de l'ONU sur demande d'un seul signataire des accords, les partis anti-indépendantistes, entre deux bisbilles, ont presque réussi à faire l'Union sacrée, même si à l'arrivée Calédonie Ensemble du renard Gomès a empapaouté les autres en les devançant dans la création d'une association pour la défense des radiés alors que ce devait être une démarche commune.

C'est donc à la veille d'une élection de tous les dangers – les élections provinciales de mai 2014 conduisant au(x) référendum(s) d'autodétermination – que les « loyalistes », qui depuis des années ont systématiquement torpillé les démarches de ceux qui défendaient les milliers de résidents néo-calédoniens rayés de la liste spéciale, songent à défendre un peu le droit de vote de leurs électeurs.

Sauf que ces indignés de la 25^e heure quand ils ne plastronnaient pas comme Harold Martin en parlant de seulement 700 personnes concernées, ricanaient des démarches de l'Association de défense du droit de vote, qui s'est battue de septembre 1998 à juin 2010 pour tenter de faire reconnaître leur existence politique définitive à des milliers d'individus privés du droit de vote sous prétexte qu'ils n'étaient pas

présents avant le 9 novembre 1998 en Nouvelle-Calédonie.

Elle a présenté des dossiers devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation, le Comité des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève, la Cour européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg, la Halde. Chaque fois ce fut un « Circulez, il n'y a rien à contester ».

Aujourd'hui, les partis « loyalistes » essaient de faire oublier par des postures qu'ils ont signé les accords où la suppression du droit de vote était actée, privant ainsi des milliers de familles du moindre recours légal pour influencer sur leur destin.

Pire, M. Gomès alors qu'il était encore maître du jeu a accueilli en grandes pompes en mai 2010, le Séminaire régional du Pacifique sur la décolonisation. Les incendiaires d'hier se font pompiers. Mais il faudra d'autres moyens pour stopper l'incendie.

Marcus Graven

[\[1\]](#) Mensonger parce que le président du Sénat coutumier, Paul Vakié, demande la radiation de la liste spéciale de tous ceux qui ne sont pas Kanaks, mais refuse celle des Kanaks qui, selon lui, « ont été contraints de passer quelques années à l'extérieur du pays ». Cette contrainte étant pourtant aussi celle des non-Kanaks.

[\[2\]](#) C'est bien à quoi on assiste. Le candidat FLNKS conduisant la liste indépendantiste à Koumac (ville du nord de la Grande Terre) se vante d'avoir constitué une équipe « uniquement composée de Kanaks à l'exception d'un jeune métis ».